

et en arriver à une répartition plus équitable des richesses dans le monde. Nous nous sommes toutefois quelque peu inquiétés des tensions que certaines de ces initiatives ont fait apparaître au sein des institutions internationales, non parce que nous tenions à conserver à la minorité industrialisée ses pouvoirs au sein de ces organisations, mais parce que nous désirions maintenir et même améliorer l'aptitude de ces dernières à résoudre les conflits internationaux, qu'ils soient d'ordre militaire, politique ou économique.

Nous sommes également préoccupés par le risque d'affrontement apparu lors de la dernière session de l'ONU, ai-je ajouté. Le Gouvernement canadien est d'avis que seul un franc dialogue, conduisant à des négociations et à un consensus véritable, peut faire démarrer efficacement le processus d'ajustement du système économique mondial que les pays en voie de développement souhaitent.

J'ai fait remarquer que pour avancer dans ce sens, il faudra que la communauté internationale aille au delà des énoncés de principe et qu'elle recherche des solutions pratiques aux problèmes très réels soulevés par le Tiers-Monde.